ENGAGEMENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

CSO Civil Society Société Civile

Bulletin d'information

"Voix des citoyens en Afrique" Janvier 2026 I Édition 16

La société civile et la diaspora s'engagent sur les Quatre Points Cardinaux



Sidi Ould Tah
Président du Groupe de la Banque africaine de développement

> “Le moment est venu pour l'Afrique. Il ne s'agit plus de modérer le développement, nous devons l'accélérer.”

LA NOUVELLE VISION DE LA BANQUE: LES QUATRE POINTS CARDINAUX

1-Améliorer l'accès aux capitaux à grande échelle

« Chaque dollar doit agir comme dix ».

La prospérité de l'Afrique commence par un accès abordable aux capitaux. Le **Dr Tah** propose des stratégies audacieuses pour faire de la BAD un moteur de l'innovation financière :

·Mobiliser plus de 400 milliards de dollars par an par le biais de financements mixtes, d'obligations vertes et de garanties de risque soutenues par l'AAA.

·Capitaliser les banques africaines et développer les réseaux de prêts à l'échelle régionale.

·Déployer des modèles révolutionnaires tels que le capital hybride, la titrisation synthétique et la mobilisation de l'épargne locale. **La mission** : mettre fin à la dépendance, amplifier les investissements et transformer le capital en force continentale.

2-Réformer l'architecture financière de l'Afrique

« L'Afrique doit parler d'une seule voix financière sur la scène mondiale ».

Les systèmes fragmentés nous affaiblissent. **Dr Tah** appelle à une consolidation des institutions à l'échelle du continent,à une réforme des finances publiques et à la mise en place d'une architecture financière panafricaine :

·Intégrer les systèmes financiers pour gérer les risques, mobiliser les capitaux et réduire les coûts d'emprunt.·Augmenter les recettes nationales grâce à une meilleure politique fiscale, à l'investissement dans les fonds de pension et à des outils numériques de transfert de fonds.Réformer la gouvernance mondiale pour que l'Afrique retrouve sa place dans le processus décisionnel économique.

Il s'agit d'une libération financière - avec une structure, une stratégie et une intention souveraine.

3-Transformer le boom démographique en puissance économique

« Les jeunes et les femmes ne sont pas un défi, ils sont le moteur ».

L'augmentation de la population africaine n'est pas un fardeau, c'est une opportunité en plein essor.Le plan du **Dr Tah** l'exploite grâce à la formalisation massive de l'économie informelle, à la création d'emplois et à l'amélioration de la qualité de vie :

·La formalisation massive de l'économie informelle, le développement des PME et des programmes d'entreprenariat ciblés.

·Une révolution des compétences à l'échelle du continent grâce à l'enseignement des STIM, à la formation professionnelle et à un « passeport de compétences pour l'Afrique ».

Une attention particulière à l'autonomisation des jeunes et des femmes grâce au financement, au mentorat et à l'accès à la technologie. Créer des talents, les soutenir par des politiques, et l'avenir se construira de lui-même.

4-Construire des infrastructures résilientes, apporter une réelle valeur ajoutée

« Les exportations de matières premières sont de l'histoire ancienne. L'avenir, c'est l'Afrique industrielle »

Dr Tah envisage l'Afrique non pas comme un exportateur de ressources, mais comme une puissance industrielle à valeur ajoutée:

·Investir dans des infrastructures résilientes au climat, des systèmes énergétiques, des dorsales numériques et la connectivité rurale-urbaine.

· Mener une transition énergétique juste qui respecte l'empreinte carbone de l'Afrique tout en faisant progresser les énergies renouvelables et le gaz.

·Construire des centres de traitement régionaux et des pipelines de projets bancables pour stimuler les exportations à forte valeur ajoutée. Il ne s'agit pas d'une simple infrastructure, mais d'un moteur de richesse et de compétitivité mondiale.

ÉDITORIAL

La Voix Citoyenne au Cœur de la Nouvelle Vision : Un Partenariat réinventé pour l'Afrique autour des quatre points cardinaux

Chers lecteurs, chers partenaires,

C'est avec une immense fierté et une profonde conviction que je vous ouvre les pages de cette édition spéciale de *notre bulletin d'information "Voix des Citoyens en Afrique"*. Notre continent se trouve à un tournant décisif, et la Banque africaine de développement s'engage résolument sur la voie tracée par le Président Sidi Ould Tah à travers sa **Nouvelle Vision articulée autour des Quatre Points Cardinaux**, qui constituent la fondation d'une Afrique capable de mobiliser son propre capital, de bâtir une architecture financière propre à elle, de transformer son boom démographique en puissance économique, et de mettre en place des infrastructures résilientes et durables. Mais cette vision, aussi ambitieuse soit-elle, ne peut se concrétiser sans un ingrédient essentiel : **la participation active et éclairée de ses citoyens**. C'est dans ce cadre que la Division Société Civile et Engagement communautaire a initié un atelier de réflexion stratégique sur le rôle **de la société civile et de la diaspora africaine** dans la mise en œuvre de cette vision ambitieuse pour l'Afrique. Loin d'être une simple consultation, cet atelier fut un véritable laboratoire d'idées. Dans les pages qui suivent, vous découvrirez en détail les contributions essentielles de la société civile et de la diaspora africaine pour le déploiement des Quatre Points Cardinaux sur le continent. Préalablement à cet atelier stratégique, une enquête en ligne ciblant les membres de la base de données des organisations de la société civile de la Banque a été menée afin de recueillir leurs attentes et leurs priorités. Nous partageons ici avec vous quelques données de cette enquête, ainsi que des témoignages édifiants qui mettent en lumière la volonté des citoyens et de la diaspora d'Afrique à soutenir la Banque dans la mise en œuvre de ses Quatre Points Cardinaux ce bulletin d'information vous ouvre une fenêtre essentielle sur la manière dont ces acteurs de terrain perçoivent et accompagnent la nouvelle vision de la Banque pour la transformation de l'Afrique.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Zeneb Touré
Cheffe de la Division Société Civile et Engagement Communautaire, Banque africaine de développement



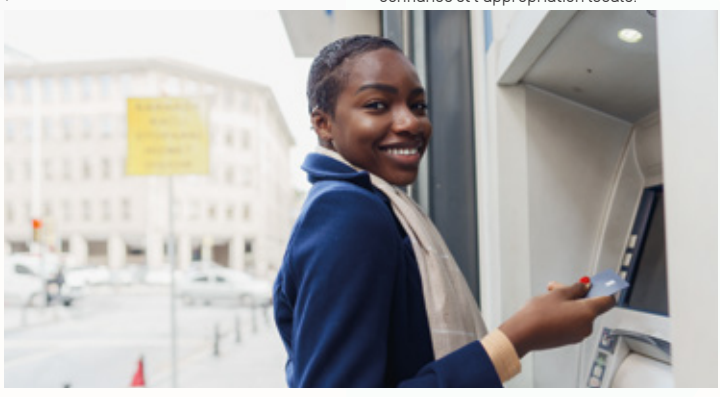
La diaspora, acteur majeur de la mobilisation des capitaux en Afrique.



Aimée Usanase
Directrice, Development from Inside

L'Afrique fait face à un défi de financement historique : elle a besoin de plus de 200 milliards d'USD par an pour combler son déficit d'investissement. Les canaux de financement traditionnels ne peuvent à eux seuls lui permettre de relever ce défi. Il est donc impératif de se tourner vers la diaspora africaine, la philanthropie, la finance verte, des modèles de financement mixtes et des mécanismes communautaires pour débloquer de nouveaux flux de capitaux. Le potentiel est immense : les envois de fonds de la diaspora africaine avoisinent désormais les 100 milliards d'USD par an - un montant nettement supérieur à l'aide publique au développement. À supposer que seulement 10 % de ces flux soient canalisés vers des mécanismes d'investissement structurés ; l'impact serait énorme . L'expérience fait ressortir le potentiel de ces approches innovantes. Par exemple, les Cercles d'Investissement Communautaire en Côte d'Ivoire permettent aux femmes et aux jeunes de mettre en commun leur épargne dans des fonds rotatifs pour financer des microentreprises locales. Ce modèle a permis de créer des centaines d'emplois tout en renforçant l'autonomie économique des participants, particulièrement dans les zones rurales où l'accès au crédit bancaire demeure limité. En Guinée et au Canada, le Fonds de Jumelage Diaspora-Jeunes permet aux professionnels de la diaspora de cofinancer des projets de jeunes entrepreneurs, affectant chaque dollar récolté à l'étranger à un besoin local. Non seulement cette approche a financé des dizaines d'entreprises, mais également elle créé un cadre précieux de mentorat et de transfert de compétences qui est crucial pour le succès entrepreneurial.

En outre, les plateformes numériques de financement participatif connectent désormais de petits projets communautaires en Afrique à des investisseurs de la diaspora en mobilisant des outils transparents en ligne. Grâce à des micro-obligations communautaires, les Africains du continent et ceux de la diaspora peuvent investir de petites sommes (à partir de 20 dollars) dans des infrastructures locales comme des puits ou des systèmes solaires. Le recours aux « obligations diaspora » est aussi l'une de ces innovations. Le Nigeria, par exemple, s'est tourné vers ses expatriés en émettant une obligation diaspora qui lui a permis de mobiliser 300 millions d'USD pour financer ses infrastructures nationales. La réussite de cette émission, fondée sur le patriotisme des expatriés, démontre que la diaspora peut devenir un investisseur clé du développement africain. Ces modèles prouvent qu'il est possible de mobiliser des ressources significatives tout en renforçant la confiance et l'appropriation locale. L'inclusion doit être au cœur de toute discussion sur la mobilisation de capitaux. Notre approche doit intentionnellement autonomiser les entreprises dirigées par les femmes et les jeunes, les acteurs du secteur informel et les communautés rurales. L'innovation financière sans inclusion sociale risque d'approfondir les inégalités. Nous avons besoin de modèles de financement qui atteignent et autonomisent ceux qui constituent l'économie réelle de l'Afrique.Les organisations de la société civile et les réseaux de la diaspora ne sont pas de simples bénéficiaires : ils sont partenaires, innovateurs et catalyseurs. Non seulement ils comprennent les réalités locales, mais également ils établissent la confiance entre les communautés et les investisseurs, initient et gèrent des projets bancables, tout en garantissent la transparence, la redevabilité et l'impact. Leur proximité avec les communautés fait d'eux des facilitateurs clés de la croissance inclusive et d'une absorption crédible des capitaux. Autant l'avenir de l'Afrique sera financé de l'extérieur, autant il sera construit de l'intérieur. La mobilisation des capitaux doit être une entreprise collective menée par les Africains, pour l'Afrique. En combinant l 'épargne communautaire, les ressources de la diaspora et le capital philanthropique, nous pouvons bâtir une prospérité partagée fondée sur la confiance et l'appropriation locale.



Jemimah Njuki
Directrice du Département Genre, Femmes et Société Civile



> “Cette consultation nous rappelle une vérité fondamentale : le développement ne se décrète pas, il se construit collectivement. Les organisations de la société civile et les réseaux de la diaspora ne sont pas de simples bénéficiaires du développement ; ils sont des moteurs de redevabilité, d'inclusion et d'innovation. Ils sont le cœur même de la gouvernance participative et le lien indispensable entre la vision stratégique de la Banque et le quotidien de nos populations.”

Réformer l'architecture financière pour une Afrique souveraine

Depuis les indépendances, l'Afrique peine à disposer d'un système financier capable de soutenir ses ambitions et de lui permettre de résister aux chocs extérieurs. Sa dépendance aux institutions de Bretton Woods et aux agences de notation, couplée à la fragmentation de son système institutionnel, entrave son émergence. Réformer l'architecture financière de l'Afrique, c'est construire un continent capable de mobiliser ses propres ressources et de définir sa trajectoire de manière indépendante.

Les défis structurels

Notre système financier est aux prises avec des défis profonds, notamment une fragmentation qui se manifeste par la multiplicité des institutions régionales (BAD, BOAD, BIDC) et de zones monétaires qui manquent de vision intégrée ainsi que l'absence de fonds souverains. Les ressources internes restent sous-exploitées : marchés financiers étroits, fuite des capitaux, épargne de la diaspora inexploitée. La dépendance externe persiste à travers le recours au FMI et à la Banque mondiale, l'arrimage des monnaies à l'Euro ou au Dollar, et une exposition excessive aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières. Les déficits de gouvernance manque de transparence, corruption et faible inclusion citoyenne complètent ce tableau.

La refondation repose sur cinq piliers :

L'unification institutionnelle,
qui nécessite l'harmonisation des politiques monétaires et fiscales, l'indépendance affichée de l'Union africaine et la création de fonds souverains panafricains.

Des instruments financiers
innovants, qui incluent un Fonds monétaire africain, un marché financier intégré et des obligations panafricaines pour financer les infrastructures et les transitions vertes.

La souveraineté monétaire,
qui passe par une monnaie unique africaine ou des monnaies régionales convertibles, libérées de tout arrimage colonial. Une gouvernance inclusive intégrant société civile, secteur privé et diaspora dans les processus décisionnels, avec un indice africain de transparence budgétaire.

Une inclusion financière
qui profite aux femmes et aux jeunes, en mettant en place des instruments de microfinance adaptés des tontines numérisées et des fonds de garantie dédiés aux femmes et aux microentreprises, mais aussi en promouvant l'innovation en matière de technologie financière. Sans volonté politique panafricaine, ces réformes resteront lettre morte. L'heure est à la mutualisation, non à la compétition. Le continent doit inventer une architecture financière enracinée dans ses réalités. La société civile et la diaspora sont essentielles. Elles doivent surveiller l'utilisation des fonds publics, participer aux dialogues politiques et produire des analyses indépendantes. La diaspora apporte des compétences techniques et des ressources financières dont l'Afrique a besoin pour renforcer ses positions.

Réformer l'architecture financière africaine doit être à la fois un acte politique et un choix de civilisation. Il s'agit de refuser la dépendance perpétuelle pour bâtir une souveraineté réelle. L'Afrique possède les ressources, les talents et la volonté nécessaires à son développement. Il appartient à tous - gouvernements, institutions, société civile et diaspora de transformer cette vision en actions concrètes. C'est une urgence, et non une simple option, que de garantir un avenir souverain à notre continent.



Maître Fatoumata Sidibé-Diarra,
Think-Tank MANSSAH

Catalyser le dividende démographique en Afrique

Transformer les défis en opportunités de développement durable

Avec plus de 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans, l'Afrique affiche un potentiel démographique sans précédent. Il s'agit d'un dividende qui représente une opportunité extraordinaire pour accélérer le développement économique. Il peut se transformer en prospérité durable, à condition que des actions ciblées soient menées dans quatre domaines : l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes, l'innovation sociale et les partenariats stratégiques.L'emploi des jeunes demeure le premier impératif. Le chômage juvénile, aggravé par des crises politiques et sécuritaires, révèle une inadéquation criante entre la formation et les besoins du marché du travail. Les pressions psychologiques et le déficit de protection sociale amplifient ce défi. La solution réside dans une refonte systémique visant à réaliser l'adéquation entre formation et emploi, développer des compétences multisectorielles et renforcer la protection sociale. Le Burkina Faso illustre des approches prometteuses. Le Programme National d'Appui à l'Emploi des Jeunes (PNAEJ) de ce pays offre des stages aux jeunes en vue de leur insertion professionnelle. Le partenariat État-OSC promeut des programmes d'apprentissage actifs inspirés du concept de Freinet et du système éducatif double, comme en Suisse et en Allemagne. Le PAFPA, Programme d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'apprentissage en collaboration avec le ministère de la Jeunesse et le CNPB, Conseil National du Patronat Burkinabè a lancé une initiative conjointe majeure. Le volontariat s'avère particulièrement efficace. Antoinette Kologo, volontaire nationale via l'antenne régionale du Guiriko, est un exemple de réussite dans ce domaine. Son passage à l'AEJF lui a permis d'acquérir des compétences en matière de secrétariat, d'informatique, de logistique et de soutien psychosocial. Elle a développé son leadership, rencontré des mentors et embrassé des projets communautaires. Désormais devenue une professionnelle active, elle continue son engagement bénévole. L'autonomisation des femmes constitue le deuxième pilier essentiel. Malgré des avancées, les femmes africaines restent confrontées à des obstacles économiques tels que la sous-représentation dans les instances décisionnelles, l'accès limité aux ressources et les violences en milieu professionnel. Pour donner plus de moyens d'action aux femmes, il faut une approche holistique combinant financement, mentorat et accompagnement psychologique. Le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF) fournit les ressources financières essentielles, tandis que le Forum International des Élites Féminines (FIEF), forum annuel d'inspiration générationnelle et intergénérationnelle, crée des opportunités stratégiques en matière de rencontre, de formation et de réseautage. Marietou incarne cette transformation. Victime de mariage forcé, elle a retrouvé confiance grâce au FIEF. Aujourd'hui journaliste et présentatrice télé, elle a reconstruit sa vie selon ses choix, prouvant que l'accompagnement psychologique et le mentorat sont aussi essentiels que le capital financier. L'innovation et l'entrepreneuriat social représentent des leviers de transformation puissants. Ces nouvelles approches permettent de concilier performance économique et impact social, culturel ou environnemental. Cependant, leur mise à l'échelle est freinée par un accès limité au financement, des besoins d'innovation face à l'incertitude, et l'absence de cadres juridiques adaptés. En guise de recommandations, il importe de corréler la performance à l'impact par le biais d'études de marché et de plans d'entreprise solides, d'organiser des formations sur la confiance, de promouvoir l'éducation financière et l'accompagnement, et de faciliter l'accès aux ressources.Le partenariat entre le local et le global doit favoriser une collaboration efficace entre acteurs, bien que ces synergies pâtissent des difficultés de coordination, de l'absence de cadres juridiques uniformes, ainsi que de l'individualisme. Des solutions pratiques résident dans l'établissement de principes clairs, le suivi rigoureux des recommandations, et le mentorat.Le dividende démographique africain ne sera une réalité que grâce aux efforts conjugués des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement. L'attentisme n'est plus de mise ; des actions concertées s'imposent pour faire de cette jeunesse le moteur d'une prospérité durable.



Justine Nana
Présidente de « l'Association pour l'Epanoulssement de la Jeune Fille »- AEJF



Construire des infrastructures résilientes et inclusives en Afrique

L'Afrique ne peut plus se contenter d'infrastructures classiques. Elle a besoin d'infrastructures résilientes, inclusives et profondément ancrées dans ses réalités humaines, sociales et environnementales. La véritable résilience ne se limite pas au béton et à l'acier : elle s'enracine dans la justice climatique, la consolidation de la paix, la participation citoyenne et la protection de nos écosystèmes. Ce changement de paradigme oblige gouvernements, sociétés civiles, institutions financières et communautés à agir comme des partenaires égaux pour bâtir des infrastructures qui créent des emplois, mais surtout qui renforcent la stabilité, la dignité et l'espoir. Loin d'être des bénéficiaires passifs, les communautés sont avant tout les architectes véritables de la résilience africaine. Leur savoir local, leur créativité, leur mémoire écologique et l'expertise de la diaspora doivent guider toutes les étapes d'un projet - de la conception à la mise en œuvre. Cette co-création transforme chaque projet en levier de confiance, en rempart contre la fragilité et en dividende de paix. Construire avec les communautés, et non pour elles, n'est pas un slogan : c'est la seule voie pour une transformation réellement juste et durable. Trois piliers indissociables constituent la colonne vertébrale de cette vision : Elle pose comme principe non négociable la **participation, l'inclusion** et la **redevabilité** à tous les niveaux. Sans cela, aucune infrastructure ne peut être légitime, et encore moins durable. Nos infrastructures doivent anticiper les inondations, les sécheresses, les glissements de terrain, les déplacements forcés et intégrer systématiquement énergies renouvelables, agriculture résiliente et solutions basées sur la nature. Une infrastructure qui ne protège pas les populations contre les effets du changement climatique ne devrait pas être ainsi nommée. Chaque projet doit servir de plateforme pour la stabilité sociale, en créant des emplois décents, en prévenant des tensions, et en promouvant la cohésion intercommunautaire. Là où la paix vacille, la résilience s'effondre. Face à l'urgence climatique et aux inégalités persistantes, la Coalition Banque-Société Civile sur le Climat et l'Énergie recommande la mise en place d'une Alliance Stratégique pour le Nexus Paix-Développement. Cette alliance est censée créer un cadre partagé pour la Banque africaine de développement, les OSC, les communautés et la diaspora africaine. Elle devrait permettre une programmation conjointe d'infrastructures climato-intelligentes, inclusives et porteuses de paix, une gouvernance co-pilotée par la Banque et la Coalition pour garantir la transparence et la redevabilité, ainsi que des modèles financiers orientés vers des dons pour amplifier l'innovation communautaire, créer des emplois et renforcer la résilience locale. Vers une transformation centrée sur les populations. L'Afrique doit s'engager dans une transition axée sur ses citoyens, orientée vers la paix et portée par des dons. Le partenariat renforcé entre la Banque et les organisations de la société civile donnera lieu à la cocréation de solutions qui allient adaptation climatique, justice sociale et prospérité partagée. Force est de reconnaître que les infrastructures vont au-delà de simples ouvrages techniques pour faire office d'instruments de dignité, de remparts contre la vulnérabilité et de piliers pour une Afrique résiliente, inclusive et durable.



Augustine Njamnshi,
Président de la Coalition Banque-Société civile sur le climat et l'énergie

Consultation en ligne des organisations de la société civile sur les 4 points cardinaux

En septembre et octobre 2025, la Division Société Civile et Engagement Communautaire de la Banque africaine de développement a réalisé une enquête en ligne auprès des organisations de la société civile (OSC) enregistrées dans sa base de données de la société civile.
L'enquête visait à recueillir les avis et attentes des acteurs de la société civile et de la diaspora ainsi que leurs propositions concernant la nouvelle vision stratégique de la Banque, qui est axée sur les Quatre Points Cardinaux.
Les organisations ayant participé à la consultation provenaient de plus de 45 pays africains. Selon les résultats obtenus, il existe un corpus riche et cohérent de travaux, qui traduisent une volonté commune des acteurs, à savoir participer activement à la formulation des politiques de développement sur le continent. La tendance la plus marquante du sondage aura été l'appel pour une implication structurée de la diaspora (dénommée la « 6e région africaine »), ce qui n'est possible qu'en mettant en place des instruments financiers dédiés pour canaliser l'épargne et l'investissement de la diaspora, ainsi que des plateformes servant de ponts entre les opportunités d'investissement et les projets locaux ;Cette vision confirme que la diaspora représente un catalyseur déterminant qui peut contribuer considérablement à la modernisation de l'architecture financière africaine et à l'accélération des transformations structurelles.Les organisations de la société civile militent pour le renforcement de plateformes de dialogue régulier, la coévaluation de projets conformes aux Quatre Points Cardinaux, tout en aspirant à jouer pleinement leur rôle d'intermédiaires entre les institutions, le secteur privé et les communautés. D'autres propositions majeures ont été formulées en ce qui concerne le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des Quatre Points Cardinaux : La société civile et la diaspora proposent leur soutien aux efforts de la Banque visant à déployer le financement mixte, à identifier des projets communautaires bancables et à sensibiliser les acteurs locaux aux nouveaux instruments financiers. Elles recommandent des mécanismes de responsabilité partagée, des comités de veille citoyenne pour les politiques publiques, ainsi que des initiatives d'éducation financière destinées à renforcer l'inclusion et la transparence. De même, la société civile et la diaspora sont impatientes de mobiliser leurs réseaux pour former les jeunes, accompagner les entrepreneurs, moderniser l'agriculture et promouvoir l'autonomisation des femmes, qui sont les principaux catalyseurs du dividende démographique. Elles souhaitent intervenir dans les phases clés des projets : codiagnostic, supervision sociale, collecte des avis citoyens et suivi communautaire pour une durabilité et une appropriation accrues. Cette consultation montre le niveau de préparation de la société civile et de la diaspora pour ce qui est de s'engager pleinement dans la mise en œuvre des Quatre Points Cardinaux. Leurs propositions révèlent l'existence d'un partenariat fondé sur l'inclusion, la cocréation et la transparence.



QUELQUES TÉMOIGNAGES TIRÉS DE LA CONSULTATION EN LIGNE



Institut du Zimbabwe Zimbabwe et Afrique du Sud



« Soutenir la création d'espaces et d'opportunités permettant aux jeunes de s'épanouir grâce à des partenariats avec des établissements de formation. La diaspora a ainsi l'opportunité de partager son expérience des technologies de pointe. »

Association des jeunes unis pour le développement communautaire (YUCDA) Libéria



« L'inclusion financière limitée demeure un défi majeur. Une part importante de la population reste non bancarisée en raison d'obstacles géographiques, numériques et financiers. Les petites et moyennes entreprises sont confrontées à des exigences élevées en matière de garanties et à un soutien financier limité, ce qui freine la croissance économique. »

Association des jeunes de Tanzanie pour l'égalité des sexes et le développement (TYEGD) Tanzanie



« Malgré la croissance des services de paiement mobile, de nombreuses femmes et de nombreux jeunes ruraux restent exclus des systèmes financiers formels en raison du manque de pièces d'identité, de connaissances financières et de barrières culturelles. Nos programmes révèlent que même les femmes entrepreneures sont confrontées à la discrimination en matière de crédit et à des préjugés intériorisés. »

SOLMI - Association de soutien aux initiatives d'autopromotion Cap-Vert



« La participation significative de la diaspora africaine à la réforme de l'architecture financière peut être facilitée par la création de canaux institutionnels, d'outils d'investissement ciblés et de cadres de gouvernance qui reconnaissent et intègrent son capital financier et humain. »

Groupe de la Banque Africaine de Développement
Division Société Civile et Engagement Communautaire
Immeuble CCIA, Avenue Jean Paul II
B.P 1387 Abidjan 01 - Cote d'Ivoire
Tel: +225 20 26 44 64
E-mail: civilsociety@afdb.org
www.afdb.org

Scannez ce code pour vous inscrire à la base de données des organisations de la société civile

Base de données des organisations de la société civile
https : // cso.afdb.org